

VIVA!

DÉMOCRATIE
ÉCOLOGIE
SOLIDARITÉ

PROGRAMME

LA SÉCURITÉ... PRENDRE SOIN LES UN-ES DES AUTRES !

A/ SÉCURITÉ ET INSÉCURITÉ, UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

Nous reconnaissons le sentiment d'insécurité mais nous savons qu'il est d'abord lié à l'insécurité sociale et à l'insécurité environnementale. Nicolas Duvoux, professeur de sociologie et chercheur, déclarait au Monde en décembre 2018 « *le sentiment de pauvreté, qui concerne environ 13 % de la population, met en évidence une insécurité sociale durable et une vision dégradée de son avenir.* » aggravée paradoxalement par les aides sociales car « *l'intervention des pouvoirs publics assigne l'individu à l'identité de pauvre.* ».

Une réponse sécuritaire idéologique

De la *Smart city* à la *Safe City* (encouragé par les industriels, Thalès Group, ENGIE Ineo, etc.) c'est le fantasme de politiques publiques obsédées par le tout-sécuritaire. Mais vrai contrôle du peuple, volonté liberticide, comme nous l'enseignait Gilles Deleuze. La multiplication de la vidéo-surveillance (qui a montré sa faillite lors du 14 juillet 2016) associée à la reconnaissance faciale ouvrent la voie au fichage de tous et toutes, sans leur consentement et dans une suspicion permanente.

Ces dispositifs ont été fortement dénoncés par :

- le mouvement associatif et particulièrement la Ligue des Droits de l'Homme,
- la CNIL qui, de par sa mission, soulève, depuis 2018, les enjeux éthiques et politiques d'un véritable choix de société et réclame un débat démocratique. Positionnement qui suscite l'hostilité du maire de Nice !

Et l'école semble être une cible privilégiée :

- l'installation, à titre expérimental, de la reconnaissance faciale dans les lycées, défendue à la fois par la droite régionale et municipale, a été annulée par le Tribunal Administratif de Nice en février.
- La présence à demeure de policiers armés dans les écoles a été combattue par les syndicats enseignants et municipaux et par la principale fédération des parents d'élèves.

Au vu de ces réactions, l'affirmation que toute la population adhère à l'idéologie sécuritaire, par ailleurs particulièrement anxiogène, notamment pour les enfants et les jeunes, nous semble gratuite.

B/ LA SURETE : PRENDRE SOIN LES UN-ES DES AUTRES !

L'aspiration de chacun et chacune à vivre en sécurité est légitime mais les politiques sécuritaires s'avèrent dangereuses, inefficaces, coûteuses (premier budget de la Ville) et anxiogènes. Et ce n'est pas en dressant une partie de la population contre d'autres que nous abolirons le sentiment d'insécurité mais en créant les conditions d'une ville fraternelle et bienveillante, solidaire et accueillante.

Ce constat conduit ViVA! à mettre en avant le droit à la sûreté (garantie par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789) comme garantie contre toutes violences mais aussi contre l'arbitraire de l'État. C'est la restauration du lien social, le maillage associatif, culturel et sportif, la mise en place des maisons de quartier citoyennes ouvertes à toutes et tous et le renforcement de la présence humaine qui encouragera une démocratie active et permettra à la population de prendre ses affaires en mains et de décider de son avenir.

C'est ce maillage indispensable qui rendra possible le « bien vivre ensemble » en prenant soin les un-es des autres.

C/ NOS PROPOSITIONS

Nos propositions s'adressent à tous et toutes mais en priorité aux femmes victimes d'agressions sexistes et sexuelles, aux enfants et aux jeunes exposés à la violence et à l'absence de respect, aux personnes les plus fragiles abandonnés dans la rue ou dans leur habitat aux nuisances de tous ordres.

- Dans un premier temps, ViVA! proposera un moratoire sur le dispositif de vidéo-surveillance généralisée, à l'exception de la sécurité routière. Ce moratoire permettra une enquête indépendante sur le bilan de la vidéo-surveillance suivi d'un véritable débat public et citoyen. Dans ce

- cadre ViVA! proposera de mettre fin à ce dispositif et de le remplacer par une politique alternative de sécurité, de sûreté et de tranquillité publique.
- Nous renforcerons la présence humaine, dans tous les quartiers de la ville, par une police municipale de proximité aux caractéristiques nouvelles :
 - formée à une mission de dialogue et de prévention en coopération avec les associations de défense des droits humains,
 - une police municipale désarmée, signe fort de notre politique, en rupture avec les lobbys des industriels de l'armement.
 - Les « Voisin·es Solidaires » organisé·es à l'échelle de chaque quartier, relié·es aux Maisons citoyennes de quartier et à l'Observatoire citoyen, seront appelé·es à remplacer les « Voisins vigilants » dont nous dénonçons l'esprit de délation.